ASSOCIATION des AMIS du MUSEE LOUIS-PHILIPPE du CHATEAU d'EU

Siège social : Musée Louis-Philippe du Château d'Eu 76260 EU

Association déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 (JO du 12 juin 1985)
Déclaration à la Sous-Préfecture de Dieppe n° 3889, du 20 mai 1985

S T A T U T S

I - BUT ET COMPOSITION de l'ASSOCIATION

ARTICLE 1er

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

L'ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE LOUIS-PHILIPPE DU CHATEAU d'EU

Cette association a pour but de donner son appui au Musée Louis-Philippe, de contribuer à l'enrichissement de ses collections, à l'amélioration de ses aménagements et en général au développement de son action éducative, matérielle et morale et de son rayonnement auprès du public en France et à l'étranger.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au :

**Musée Louis-Philippe
Château d'Eu
76260 EU**

Il pourra être transféré sur avis de l'Assemblée Générale extraordinaire.

ARTICLE 2

Les moyens d'action de l'Association consistent notamment à acquérir des objets et des oeuvres jugés propres à enrichir les collections du Musée, et à provoquer l'acquisition ou le don, à organiser des conférences, expositions et manifestations diverses, à aider à la réalisation de toutes publications intéressant le Musée et d'une manière générale, à favoriser toutes entreprises tendant à la restauration des oeuvres et à leur enrichissement, et au bon fonctionnement du Musée ainsi qu'à la connaissance de ses collections par le public.

ARTICLE 3

L'Association se compose de :

a) **membres d'honneur** :

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'Administration sur proposition du bureau aux personnes qui ont rendu des services signalés à l'Association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu, le droit de participer à l'Assemblée Générale à titre consultatif sans être tenues de payer la cotisation annuelle.

Les anciens Conservateurs du Musée Louis-Philippe sont membres d'honneur de l'association.

b) **membres de droit** :

Sont membres de droit :

- le Maire de la Ville d'Eu, ou son représentant ou sa représentante,
- et le Conservateur ou l'attaché de conservation du Musée Louis-Philippe du château d'Eu.

Les membres de droit font partie du Conseil d'Administration, avec les mêmes droits et obligations que les membres élus. Cependant, ils ne pourront pas être membre du bureau, ni participer aux votes et élections. Le Maire ou son représentant, ou sa représentante, et le Conservateur ou l'Attaché de Conservation du Musée Louis-Philippe du Château d'Eu, pourront participer aux réunions du Bureau sur invitation du Président.

c) **membres actifs** :

Pour être membre, il faut être à jour de sa cotisation annuelle et ne pas être refusé ou radié par le Conseil d'Administration.

Le montant de la cotisation est fixé chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4

La qualité de membre de l'Association se perd :

- a) par la démission,
- b) par le décès,
- c) par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motif grave par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications sauf recours à l'Assemblée Générale.

II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 5

L'association est administrée par un Conseil composé des membres de droit énumérés à l'article 3, et de treize membres au plus, élus pour six ans par l'assemblée générale.

Sont éligibles, les membres cotisants âgés d'au moins dix-huit ans et jouissant de la plénitude de leurs droits civiques ayant déposé par écrit leur candidature.

Seuls peuvent se présenter au suffrage de l'Assemblée Générale, le ou les candidats préalablement agréés par la majorité des membres élus du Conseil d'Administration à la suite d'un vote par bulletins secrets par lesdits administrateurs élus présents et/ou représentés, les membres de droit ne participant pas au vote.

En cas de vacance ou de démission, il sera procédé au remplacement du ou des sièges vacants pour une nouvelle durée de six ans par la prochaine assemblée générale.

Le Conseil d'administration peut décider l'exclusion d'un de ses membres après avoir constaté son absence non motivée au moins trois fois. L'envoi d'un pouvoir régulier n'est pas considéré comme une absence. Le siège reste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil choisit parmi ses membres élus, conformément à l'article 3 et au scrutin secret, un bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un secrétaire-adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier-adjoint. (les membres de droit ne peuvent être candidats à une fonction dans le bureau) .

Les candidatures aux postes du bureau sont reçues par écrit une semaine au moins avant la réunion du Conseil, au siège social de l'Association.

Le bureau est élu pour deux ans.

Un délai d'un an est exigé entre l'entrée à l'Association et la candidature au Conseil.

Le bureau peut s'adjoindre dans certaines circonstances, des personnes pour des missions déterminées par celui-ci.

Le bureau a compétence, entre les réunions du Conseil, pour régler les affaires courantes relatives à la vie de l'Association, dans les limites fixées par le Conseil d'Administration. Toutefois, aucune aliénation ne pourra être consentie par le Bureau.

ARTICLE 6

Le Conseil d'Administration se réunit trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du tiers de ses membres.

Les membres absents pourront se faire représenter par un de leurs collègues dûment nanti d'un pouvoir. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président ou de son représentant est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

ARTICLE 7

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leurs sont confiées.

Les membres du Conseil d'Administration ou les membres désignés par lui pourront toutefois obtenir le remboursement des dépenses engagées pour les besoins de l'Association sur justification et après accord du Président.

ARTICLE 8

L'Assemblée Générale de l'Association comprend l'ensemble de ses membres.

N'auront droit au vote que les membres à jour de leur cotisation.

Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur demande du quart au moins de ses membres.

La convocation devra être adressée par le secrétaire quinze jours au moins avant la date fixée, par courrier simple; l'ordre du jour devra être indiqué sur celle-ci.

Son bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Elle est formée d'au moins un quart des membres cotisants présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité simple et à main levée sauf sur demande du Conseil d'Administration.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau mais à quinze jours d'intervalle au moins et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents

ARTICLE 9

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonne les dépenses. Il peut donner délégation dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le Président peut agir et ester en Justice au nom de l'Association, après avoir été mandaté par le Bureau. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits civiques.

ARTICLE 10

Il est tenu au jour le jour, une comptabilité - deniers par recettes et par dépenses et, s'il y a lieu, une comptabilité - matières.

Les ressources de l'Association se composent :

- du revenu de ses biens
- des cotisations et souscriptions de ses membres
- des subventions de l'Etat, de la Région, des Départements, des Communes, des établissements publics ...
- du produit des libéralités
- des ressources créées à titre exceptionnel (loteries, conférences, spectacles)
- du produit de la vente de publications dont l'Association est éditeur.

III - CHANGEMENTS, MODIFICATIONS ET DISSOLUTION

ARTICLE 11

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration ou du 1/10ème des membres dont se compose l'Assemblée Générale. Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modification sont inscrites à l'ordre du jour porté sur la convocation qui doit être envoyée à tous les membres de 11 Assemblée au moins quinze jours à l'avance.

L'Assemblée doit se composer de un/quarter au moins des membres en exercice, présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau à au moins quinze jours d'intervalle et peut cette fois délibérer valablement quelque soit le nombre de ses membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux/tiers des membres présents ou représentés lors de la première Assemblée Générale extraordinaire ou, si le quorum n'est pas atteint, à la majorité simple des membres présents ou représentés lors d'une seconde Assemblée Générale extraordinaire convoquée dans les quinze jours de la précédente.

ARTICLE 12

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association, est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues à l'article précédent. Elle doit comprendre au moins la moitié plus un membres en exercice présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et peut cette fois valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux/tiers des membres présents.

Le Président doit faire connaître dans les trois mois, à la Préfecture du département où l'Association a son siège social, les changements survenus dans l'administration de l'Association ainsi que les modifications apportées à ses statuts.

ARTICLE 13

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association.

On devra prévoir don au Musée, des objets et œuvres acquis après ratification par une délibération du Conseil Municipal et après consultation du Conseil Artistique des Musées classés et contrôlés. La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture du siège social.

ARTICLE 14

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'Association.

\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$

STATUTS mis à jour après l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Septembre 2017,
Non modifiés à ce jour, le 02 Septembre 2020,

\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$